

Didier Quentin

Voici l'intervention du Député Maire, lors de la réunion de clôture du débat public, le 29 novembre 2007.

Extrait issu du compte rendu publié par la CPDP (page 48), disponible à l'adresse suivante : <http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/0/58/30/74/documents-CPDP/CR-r-union-de-cl-ture-29-11-07.pdf>

Bonsoir. J'ai été invité à cette réunion de clôture à un triple titre. Premièrement, comme député d'un territoire, le pays royannais, situé aux premières loges de ce terminal méthanier virtuel, et dont j'espère qu'il restera bien virtuel ; deuxièmement, comme Président du Comité Départemental du Tourisme de la Charente Maritime, deuxième département touristique de France et dont le pays royannais représente 40 % de la fréquentation ; troisièmement, comme Président National du Conservatoire du Littoral.

Je vous rassure tout de suite, je ne compte pas en abuser pour m'exprimer trois fois cinq minutes. Je viens avant tout, ici ce soir, pour crier très fort l'indignation d'une population et d'un territoire qui se sentent littéralement violés, je dis bien « violés », par un tel projet. Tous nos élus ou presque se sont exprimés à l'unanimité contre : le Conseil Régional de Poitou Charente, présidé par qui vous savez, le Conseil Général de la Charente Maritime, de multiples Conseils Municipaux et Communautaires, ainsi que de très nombreuses associations et organisations professionnelles telle la Section Régionale Conchylicole.

Nous sommes les porte-parole de populations et d'acteurs économiques qui considèrent ce projet de terminal méthanier comme une menace funeste. Ils en comprennent d'autant moins les raisons que nous n'avons jamais eu la moindre réponse à la question fondamentale que je n'ai cessé de poser : y a-t-il un intérêt national majeur pour un tel équipement à cet endroit précis ? Ou encore : l'alimentation énergétique du sud-ouest de la France en dépend-elle ? Monsieur Delestre a répondu à cette question.

Dès le début, cette affaire a été mal engagée. Nous avons été scandalisés de l'apprendre par un article de « Sud-ouest » paru à l'automne 2006. Personnellement, à aucun des trois titres que j'évoquais tout à l'heure, je n'avais reçu d'information préalable, et pourtant mes coordonnées sont bien connues, je ne suis pas sur liste rouge !

En fait, les initiateurs de ce projet semblent avoir oublié une réalité géographique incontestable : tout estuaire a deux rives. Ils ont fait comme si nous n'existions pas. Dans les déclarations des dirigeants du Port Autonome de Bordeaux et de la Chambre de Commerce, comme d'ailleurs dans celles des opérateurs - mais ceux-ci ont une excuse, car ils viennent de plus loin, des Pays Bas ou des Etats-Unis - jamais, il n'a été question de la Charente Maritime ! Pourquoi tant d'ignorance ? Tant d'arrogance ? Tant de condescendance ?

Nous avons fini par obtenir l'organisation d'un débat public, sur lequel il y aurait beaucoup à dire. Nous avons en particulier dénoncé une disparité choquante : en face des huit réunions programmées sur la rive gauche, une seule était initialement prévue sur la rive droite. Nous en avons arraché une seconde, mais nous n'avons pu obtenir que les débats de clôture aient lieu l'un au Verdon, l'autre à Royan, c'est-à-dire au cœur des territoires concernés. Il est pour le moins paradoxal que ce débat ait lieu ce soir au Palais des Congrès de Bordeaux, au demeurant magnifique, mais à plus de 100 kilomètres au sud du lieu projeté pour un tel équipement.

Sur le fond, ce débat public a été loin d'apporter les informations et précisions souhaitables, en raison de ce que j'ai appelé « le grand méchant flou » des réponses apportées par les

représentants de 4Gas. On croyait revivre en permanence un sketch de Fernand Raynaud : « c'est étudié pour », « dans un certain temps », « ça eut payé ».

Le point culminant du mépris a été atteint lors de la réunion publique de Soulac le 8 novembre dernier. Nos argumentations et nos interrogations ont été couvertes de sarcasmes et même d'invectives.

Il est donc urgent de faire revenir le respect réciproque dans cette affaire et de voir comment on peut faire cohabiter le maintien de l'activité portuaire en y incluant Port Médoc et le développement durable d'activités touristiques à l'image des objectifs du syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire, ce que l'on appelle le SMIDDEST, qui a été mis en place par les deux Conseils Généraux.

Je note aussi avec satisfaction l'annonce faite récemment par le Secrétaire d'État aux Transports d'une prochaine réorganisation des trois ports autonomes de l'Atlantique pour une meilleure complémentarité.

Nous estimons que ce projet de terminal méthanier est un contre sens et qu'il vient à contre temps. On aurait pu imaginer un tout autre destin, il y a vingt ou trente ans, pour l'avant port de Bordeaux, avec un grand complexe industrialo-portuaire. Pour des quantités de raisons, cela n'a pas été le cas. L'avenir de la Gironde, le plus grand et le dernier estuaire naturel d'Europe, si riche en biodiversité, nous paraît donc avant tout résider aujourd'hui dans le développement d'un tourisme durable, ce que l'on appelle l'écotourisme, plutôt que de le faire et de le transformer en un Fos-sur-Gironde.

Nous sommes nombreux à penser que la vocation de l'estuaire est de devenir un lieu emblématique de la protection de la nature. L'installation d'un terminal gazier serait un facteur de pollutions innombrables et de dangers non négligeables, avec ces cuves de près de cinquante mètres de haut, avec tous les risques liés à un site SEVESO II, avec les conditions difficiles d'entrée dans l'estuaire de la Gironde de ces méthaniers de 250 à 300 mètres de long...

.....interruption.....

... passant pas un chenal étroit, à quelques encablures du Club Méditerranée de la Palmyre et de nos plages de la Côte de Beauté.

Je conclurai en disant que, si on peut admettre la perspective de quelques retombées positives pour l'économie Nord Médoc, il n'y a que des retombées négatives pour la rive droite en termes touristiques et immobiliers, sans parler de l'atteinte irrémédiable portée au paysage et à la biodiversité.

Au moment où la France relance sa politique de protection du milieu marin et quelques semaines après le Grenelle de l'Environnement, je ne vois pas comment ce funeste projet pourrait se réaliser. Souvenons-nous de ce qu'a dit le Président de la République : très clairement, un projet dont le coût environnemental est trop lourd sera refusé...

.....interruption.....

Je dis non à la technocratie avec deux « S », non au terminal méthanier, oui à l'aire marine protégée, oui à la démocratie.

On les aura ! On les aura !